

**LIBRE-ÉCHANGE
LA FRANCE SERT DE
VARIABLE D'AJUSTEMENT**

**BUDGET 2026 DE L'UE
TOUJOURS PLUS DE
DÉPENSES INUTILES**

**BELLE EUROPE
UN WEEK-END À
BUDAPEST**

4E TRIMESTRE 2025 / NUMÉRO 20

VUD'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE PATRIOTES POUR L'EUROPE

**« Les Patriotes ont fait plier
Ursula von der Leyen et libéré
la majorité des entreprises
de contraintes hors sol »**

Jordan Bardella

**SIMPLIFICATION :
VICTOIRE POUR NOS
ENTREPRISES !**

PATRIOTES
POUR L'EUROPE

PATRIOTES

POUR L'EUROPE



Avec Jordan Bardella, les députés
du Rassemblement National
défendent la France et les Français
au Parlement européen.

Mathilde ANDROUËT • Jordan BARDELLA • Christophe BAY • Marie-Luce BRASIER-CLAIN
Marie DAUCHY • Valérie DELOGE • Mélanie DISDIER • Anne-Sophie FRIGOUT
Angéline FURET • Jean-Paul GARRAUD • Catherine GRISSET • France JAMET
Virginie JORON • Fabrice LEGGERI • Julien LEONARDELLI • Thierry MARIANI
Aleksandar NIKOLIC • Philippe OLIVIER • Gilles PENNELLE • Pascale PIERA • Pierre PIMPIE
• Julie RECHAGNEUX • André ROUGÉ • Julien SANCHEZ • Pierre-Romain THIONNET
Rody TOLASSY • Matthieu VALET • Alexandre VARAUT • Séverine WERBROUCK

SOMMAIRE

Éditoriaux 4 - 5

4. **Éditorial** de Jean-Paul Garraud
5. **Éditorial** de Jordan Bardella

Dossier 6 - 9



6. **Libre-échange** : Quand la France sert de variable d'ajustement
7. **Accords commerciaux** : quels impacts pour les filières françaises
8. **Inde** : L'Union européenne est à la traîne
9. **Mercosur** : L'ultime capitulation de Macron

Les Patriotes 10 - 11



10. **Un mandat** au service des Français et des Européens
11. **Ursula von der Leyen**, l'ivresse du pouvoir

Actualité européenne 12 - 16



12. **Directive OMNIBUS** : Une victoire majeure contre la bureaucratie du Pacte vert
14. **Budget 2026** : Plus de dépenses inutiles, moins de respect pour les citoyens
15. **Permis de conduire** : Bruxelles adopte la centralisation des sanctions
16. **Marché du carbone** : Préparez-vous à des augmentations de prix

Témoignage 17



17. **Les Patriotes** sur les pas du soldat de Verdun

Sur le terrain 18 - 19



18. **En France, à l'International...**, vos députés proches de vous

Tribunes 20



20. **L'Union européenne fragilise le sport** depuis 40 ans
21. La betterave, **symbole de la souveraineté française**

Belle Europe 22 - 25



22. **Un week-end à Budapest**, la perle du Danube
25. **Interview** - Kinga Gál, vice-présidente du groupe des Patriotes, membre du Fidesz hongrois

Lu pour vous 26



26. **Le totalitarisme sans le goulag** de Mathieu Bock-Côté

DÉCLASSEMENT DES PAYS EUROPÉENS : VON DER LEYEN PASSE À LA VITESSE SUPÉRIEURE !

Entre les États-Unis et le Mercosur, la politique commerciale de la Commission est un véritable scandale qui met en danger nos intérêts.

par **Jean-Paul Garraud**

*Député européen
Président de la Délégation française
du groupe Patriotes pour l'Europe*



La politique commerciale de la Commission met en danger la puissance économique de l'Europe et son autonomie stratégique. Le cadre commercial avec les États-Unis négocié cet été par Ursula von der Leyen est une honte pour l'Union européenne. Il nous place sous dépendance américaine, met à mal les vins et spiritueux européens, notamment français, ainsi que d'autres secteurs. Quant à l'accord de libre-échange avec le Mercosur, validé début septembre par la Commission, il signera l'arrêt de mort de nos agriculteurs s'il venait à être définitivement adopté. Il ouvre les marchés européens à des produits qui ne respectent pas nos normes sanitaires, sociales et environnementales. C'est pourquoi nous consacrons le dossier principal de ce numéro aux accords de libre-échange que la Commission souhaite passer avec la terre entière, trop souvent au mépris de nos propres intérêts, afin de vous alerter.

Face à cette machine bruxelloise, notre délégation des députés RN au Parlement européen, élue en juin 2024, se bat sans relâche depuis toujours. Avec constance et courage, nous défendons les intérêts des Français dans l'hémicycle, en nous opposant à la submersion migratoire, aux dérives idéologiques, aux normes étouffantes pour nos entreprises, aux accords de libre-échange qui sont déloyaux pour nos agriculteurs et nos viticulteurs, au gaspillage de l'argent public. Nous reviendrons en détails dans ce numéro sur ce premier bilan de mandat, et notamment sur notre belle victoire obtenue avec l'adoption de la directive omnibus en novembre dernier. Ce vote marque un recul majeur du Pacte vert et une avancée décisive pour les entreprises européennes face à l'enfer normatif.

Nous portons également la voix des territoires oubliés. Les fonds de cohésion européens doivent profiter en priorité à nos compatriotes d'outre-mer, trop souvent délaissés par Paris comme par Bruxelles. Ce combat, nous le menons pour qu'aucun Français ne soit relégué en périphérie de la République. Notre député Rody Tolassy vous l'expliquera.

Enfin, nous vous emmènerons cette fois-ci en Europe centrale, en Hongrie. Le « pays des Magyars » bénéficie d'une histoire riche, d'un patrimoine exceptionnel, et sa capitale Budapest rayonne au cœur de l'Europe. Nous vous présenterons également Kinga Gal, première vice-présidente de notre groupe des Patriotes pour l'Europe, qui vous expliquera le combat que mènent nos alliés hongrois du Fidesz.

Je vous souhaite une excellente lecture !

SAUVONS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE FRANÇAISE !

Sous la pression, notamment, du groupe des Patriotes, la Commission européenne a choisi de réviser le règlement bannissant en Europe la vente des véhicules thermiques neufs en 2035.

par **Jordan Bardella**

Député européen

Président du groupe Patriotes pour l'Europe

Une soudaine lucidité qui tranche avec les certitudes martelées pendant des années par les promoteurs du Green Deal. Les défenseurs du tout-électrique nous assuraient alors que tout se déroulerait comme prévu, que l'industrie suivrait sans difficulté et que toute inquiétude relevait du « populisme ». On voit aujourd'hui ce qu'il en est !

Décidé sans la moindre étude d'impact, ce séisme réglementaire a déstabilisé le marché européen de l'automobile, qui s'est contracté de 20% depuis 2020. Dans notre pays, 40 000 emplois ont déjà disparu et l'on anticipe une hémorragie supplémentaire de 75 000 emplois d'ici à 2035. Lorsque nous n'aurons plus qu'un désert industriel à contempler, la Commission assumera-t-elle la responsabilité de la facture ?

Pris en étau entre l'offensive chinoise et l'accord commercial de la honte négocié entre Ursula von der Leyen et les États-Unis, les constructeurs européens sont désormais à la merci des appétits des deux grands blocs. Pendant que Washington et Pékin protègent leurs marchés, Bruxelles se contente de mesurettes symboliques.



Si l'Europe veut réellement redevenir compétitive, elle devra cesser de s'interdire les outils dont se servent toutes les grandes puissances, comme la Chine l'a fait durant son ascension : droits de douane ciblés, obligation de transferts de technologie dans les secteurs critiques pour toute implantation industrielle extra-européenne. Bruxelles devrait s'en inspirer, et urgentement, si elle prétend demeurer une puissance industrielle et non une simple autorité régulatrice.

Nous refusons de voir la France disparaître du paysage industriel européen, de voir notre industrie automobile rejoindre la longue liste de celles que l'on a laissé mourir, sous l'effet de la naïveté de dirigeants fascinés par une prétendue « destruction créatrice » vendue par les apôtres de la mondialisation heureuse, alors que les Français, eux, ne subissent qu'une destruction destructrice.

Si le diagnostic est sombre, il ne doit pas nous condamner à l'impuissance. Notre pays dispose encore d'un socle industriel remarquable, de constructeurs de rang mondial, d'équipementiers de premier plan, ainsi que d'un réseau dense de PME industrielles et innovantes, véritables chevilles ouvrières de la filière.

Notre ambition est claire : remettre la France, d'ici 10 ans, sur le podium des pays constructeurs en Europe. Pour cela, un choc de compétitivité est indispensable : une baisse durable des impôts de production ; un prix de l'énergie aligné sur les coûts réels de production ; une simplification normative massive ; une révision profonde d'un bonus-malus automobile devenu confiscatoire.

Le sort de l'industrie automobile européenne se joue maintenant. À nous de ne pas manquer ce rendez-vous. ■

« SI LE DIAGNOSTIC EST SOMBRE, IL NE DOIT PAS NOUS CONDAMNER À L'IMPUISSEANCE. NOTRE AMBITION EST CLAIRE : REMETTRE LA FRANCE, D'ICI 10 ANS, SUR LE PODIUM DES PAYS CONSTRUCTEURS EN EUROPE »

► Jordan Bardella, président du groupe Patriotes pour l'Europe, lors du dernier Mondial de l'Auto à Paris.



LIBRE-ÉCHANGE EUROPÉEN : QUAND LA FRANCE SERT DE VARIABLE D'AJUSTEMENT

par Philippe Olivier



DES TRAITÉS DÉSÉQUILIBRÉS

Depuis des années, l'Union européenne multiplie les accords de libre-échange avec des puissances mondiales. Ces traités sont souvent pensés selon la logique allemande avec pour priorité exporter des voitures, des machines-outils, des produits industriels. Mais, en échange, Bruxelles sacrifie un secteur clé pour la France : l'agriculture. Ainsi, les marchés européens s'ouvrent à des denrées agricoles venues du bout du monde, produites à bas coût et parfois dans des conditions qui ne respectent ni nos normes sanitaires, ni nos exigences environnementales, ni un minimum d'éthique sociale.

UNE SOUVERAINETÉ FRAGILISÉE

Ces pratiques injustes ont un coût. Les paysans français voient leurs revenus s'éroder face à une concurrence déloyale, et nos territoires ruraux s'affaiblissent. L'agriculture devient la variable d'ajustement des négociations commerciales. La France, puissance agricole majeure, se retrouve reléguée au second plan pour satisfaire des intérêts qui ne sont pas les nôtres.

LE MONDE CHANGE, PAS BRUXELLES

Le libre-échange illimité n'est plus la règle universelle. Les États-Unis de Donald Trump l'ont rappelé, mais ils ne sont pas seuls : partout, les nations réaffirment le droit de protéger leurs économies, leurs secteurs stratégiques, leurs salariés. L'Union européenne persiste à croire, envers et contre toutes les évidences et contre le monde entier, que l'ouverture sans limite des frontières reste une vertu.

POUR UNE PROTECTION INTELLIGENTE

Derrière les chiffres et les traités, ce sont des vies concrètes qui sont concernées : celles de nos agriculteurs, de nos ouvriers, de nos territoires. Défendre la souveraineté française n'est pas une option idéologique : c'est une obligation envers ceux qui nourrissent le pays et font vivre son économie. C'est un devoir pour notre sécurité et souveraineté alimentaires. C'est une condition essentielle pour la liberté des Français et la puissance de notre pays.

ACCORDS COMMERCIAUX : QUELS IMPACTS SUR LES FILIÈRES FRANÇAISES ?

Les accords de libre-échange conclus ou en projet par l'Union européenne exposent plusieurs filières agricoles et industrielles françaises à une forte concurrence étrangère.



AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE :

- **Viande bovine et porcine** (CETA, Mercosur, Nouvelle-Zélande) : importations à bas coût, parfois avec des normes sanitaires différentes, menaçant les élevages français déjà en difficulté.
- **Volaille** (Ukraine, Mercosur) : les poulets congelés ou découpés concurrencent fortement les producteurs français, surtout dans l'Ouest.
- **Produits laitiers** (Nouvelle-Zélande, Canada) : malgré de bons résultats à l'export, l'arrivée de produits néo-zélandais à très bas coûts inquiète.
- **Céréales et oléagineux** (Ukraine, Moldavie) : les volumes massifs importés depuis 2022 pèsent sur les prix intérieurs.



VINS ET SPIRITUÉUX

Ce secteur bénéficie d'un accès élargi à de nouveaux marchés (Japon, Canada, Corée), mais reste vulnérable : concurrence sur les vins de table (Australie, Mercosur), et risques liés à l'usage abusif d'indications géographiques.



INDUSTRIE ET MANUFACTURE

- **Automobile** : les accords avec la Corée du Sud et le Japon favorisent les importations de véhicules très compétitifs, impactant les constructeurs français.
- **Textile et cuir** (Vietnam, Inde) : les produits à bas coût fragilisent les ateliers européens.
- **Matières premières** (Chili, Mercosur, Afrique) : l'entrée facilitée de cuivre, lithium, soja ou viande expose les filières françaises de transformation.

En résumé, les secteurs les plus menacés sont : l'élevage (bovin, porcin, volaille), les produits laitiers, les céréales et oléagineux, le textile/cuir et l'automobile.

À l'inverse, les vins, spiritueux, fromages AOP, luxe et services restent les grands gagnants : bien protégés, très recherchés à l'export.

ÉTATS-UNIS

L'ART DE LA NÉGOCIATION SELON URСULA

par Christophe Bay

Le 21 août 2025, Ursula von der Leyen et Donald Trump ont scellé un accord tarifaire présenté comme « équilibré ». La réalité est tout autre : c'est un marché de dupes, où l'Europe s'est couchée pour protéger avant tout l'industrie automobile allemande.

Concrètement, les États-Unis plafonnent leurs tarifs à 15 % et réduisent ceux sur les voitures européennes. En échange, Bruxelles a supprimé la totalité des droits de douane sur les produits industriels américains, offert des accès préférentiels à l'agroalimentaire et prolongé l'exonération sur le homard américain. Résultat : l'UE renonce à 3,6 milliards d'euros de recettes douanières par an.

La France, grande perdante, voit ses secteurs stratégiques ignorés. Ni le vin ni les spiritueux n'ont obtenu la moindre ouverture. Nos producteurs, déjà fragilisés, seront frappés de plein fouet. C'est l'équivalent d'un nouveau Mercosur : des concessions agricoles imposées, sans contreparties réelles.

Comble de la situation, cet accord viole les règles de l'OMC. L'UE, chantre du multilatéralisme, accepte un texte discriminatoire qui pourrait déclencher des procédures de règlement des différends contre elle. Une gifle pour notre crédibilité internationale.

La Commission défend le « meilleur compromis possible ». En réalité, c'est une reddition. Loin d'utiliser les outils de riposte disponibles (rétorsions tarifaires, instruments anti-coercition), Bruxelles s'est soumise à la logique de Trump. Une stratégie germano-centrée, qui sacrifie nos intérêts agricoles et industriels sur l'autel des berlines allemandes.

Cet accord n'est pas « gagnant-gagnant ». Il est gagnant pour les États-Unis, perdant pour l'Europe, et humiliant pour la France.



INDE : L'UNION EUROPÉENNE EST À LA TRAÎNE

par Thierry Mariani

Avec 1,4 milliard d'habitants et une croissance soutenue, l'Inde est devenue une puissance économique incontournable. Les industriels français et européens ne peuvent ignorer ce marché immense, alors même que New Delhi multiplie les accords commerciaux avec les Émirats, le Royaume-Uni, le Japon ou encore l'Australie. Pendant ce temps, l'Union européenne reste lamentablement figée.

Les négociations avec l'Inde traînent depuis vingt ans. Car Bruxelles s'entête à mêler aux discussions des sujets qui n'ont rien à voir avec le commerce : droits de l'homme, climat, égalité des genres. Le résultat, c'est que nos entreprises perdent du temps et leur avance, donc des parts de marché, au profit de nos concurrents.

Soyons clairs : un accord commercial avec l'Inde représenterait une opportunité considérable pour nos entreprises, de l'aéronautique au luxe, en passant par l'énergie. Mais il faudra examiner ce texte avec prudence. Car derrière l'ouverture d'un marché colossal, se cachent des risques : concurrence accrue pour notre agriculture, fragilisation de nos services, pression sur notre industrie automobile.

La Commission européenne, consciente de son retard, multiplie les voyages à Delhi : tous les commissaires s'y sont rendus cette année. C'est dire l'urgence. Pour ma part, je considère que l'Europe doit défendre enfin ses intérêts, et non imposer ses obsessions idéologiques. Avec l'Inde, saisissons l'opportunité, mais protégeons nos secteurs stratégiques.



DE NOMBREUX ACCORDS EN VIGUEUR :

UE - CORÉE DU SUD

Signé en octobre 2010 et entré en vigueur complète en décembre 2015.

► Produits concernés : biens industriels (automobile, machine, électronique), produits pharmaceutiques.

UE - VIETNAM :

Entré en vigueur au 1er août 2020.

► Produits concernés : biens manufacturés, services, produits agricoles (thé, café, fruits tropicaux), agroalimentaire.

UE - JAPON :

Signé en juillet 2018 et entré en vigueur depuis le 1er février 2019.

► Produits concernés : industrie manufacturière (voitures, machines), services, vin, fromage

UE - CANADA :

Signé le 30 octobre 2016 et en application provisoire depuis le 21 septembre 2017.

► Produits concernés : industrie (biens manufacturés, chimie, machine), services, investissements, produits laitiers, viandes

UE - SINGAPOUR :

Signé en 2018 et en vigueur depuis le 21 novembre 2019.

► Produits concernés : Services, industrie (technologie, électronique), investissements.

UE - NOUVELLE ZÉLANDE :

Accord signé récemment (2023-24).

► Produits concernés : agriculture (produits laitiers, viande), élevage, biens industriels, services.

UE - COLOMBIE/PÉROU/ÉQUATEUR :

Accord signé dans les années 2000 - 2010 et entré en vigueur partiellement selon les pays.

► Produits concernés : agriculture (bananes, café, produits tropicaux), agroalimentaire, exportations de matières premières, biens manufacturés.

UE - AMÉRIQUE CENTRALE :

Accord signé le 29 juin 2012 et entré en vigueur le 1er mai 2024.

► Produits concernés : agriculture (café, fruits tropicaux), agroalimentaire, biens manufacturés, services.



◀ Thierry Mariani, membre de la commission du Commerce international au Parlement européen, ici avec Narendra Modi, Premier ministre de l'Inde

MERCOSUR : LA CAPITULATION DE MACRON FACE À BRUXELLES

UN ACCORD QUI SACRIFIE NOS AGRICULTEURS

par Valérie Deloge

Depuis 2019, Emmanuel Macron multiplie les contradictions sur l'accord Mercosur.

Au G7 de Biarritz, il le dénonçait comme « inacceptable ». En mars 2024, il le qualifiait encore de « très mauvais », exigeant des « clauses miroirs » pour aligner les producteurs sud-américains sur les normes européennes.

Quelques mois plus tard, il jurait que jamais la France ne signerait un texte fragilisant son agriculture.

Et pourtant, sous la pression de Bruxelles et après ses échanges avec le président brésilien Lula, Macron a changé d'avis. Il a salué une soi-disant « clause de sauvegarde » censée protéger nos filières. Une escroquerie !

Cette « clause » n'est pas dans le traité du Mercosur. Les pays d'Amérique du Sud ne l'ont jamais validé ! Il s'agit d'un protocole additionnel, encore à l'état de projet. Et quand bien même il entrerait en vigueur, il ne s'activerait qu'après les dégâts : chute des prix, explosion des importations, donc trop tard pour les agriculteurs. C'est un gadget technocratique inutile, une manœuvre politique pour sauver la face.

L'ACCORD EN 4 MENACES :



Viande bovine : 99 000 tonnes en franchise

- Concurrence directe sur le bœuf allaitant français
- Impact : Allier, Aveyron, Creuse, Corrèze, Massif central



Volaille : quotas massifs

- Pression supplémentaire sur la Bretagne / Pays de la Loire
- Déjà fragilisés par les importations ukrainiennes



Sucre & éthanol : +650 000 tonnes

- Concurrence frontale avec la betterave française
- Risque pour les sucreries du Nord et du Grand Est



Lait, cuir et préparations

- Concurrence accrue sur des secteurs déjà tendus

Un accord déséquilibré, compétitif sur le prix, pas sur les normes.

Quant aux fameuses « clauses miroirs » réclamées par la France ? Ce ne sont que des leurre. Le bœuf, le sucre, les volailles produits à bas coût et sans respecter nos normes vont entrer massivement sur le marché européen.

Le Mercosur illustre la méthode de Bruxelles : négocier dans l'opacité, au détriment des peuples. Cet accord sacrifie tout : nos agriculteurs, nos territoires, et la souveraineté alimentaire de notre pays !

MACRON EN CONTRADICTION PERMANENTE

« L'accord est inacceptable » — G7 Biarritz, 2019

« Très mauvais pour notre agriculture » — Buenos Aires, 2024

« La France ne signera pas en l'état » — 17 novembre 2024

« Nos agriculteurs ne peuvent pas devenir un outil d'ajustement » — Salon de l'Agriculture

Et pourtant, il l'approuve après une simple promesse de « clause de sauvegarde » qui n'existe pas dans le traité.

Macron parle beaucoup mais c'est Bruxelles qui décide.





PATRIOTES POUR L'EUROPE : UN MANDAT AU SERVICE DES FRANÇAIS ET DES EUROPEENS

Depuis le début de la mandature, vos députés sont sur le pont. En séance plénière, tout autant qu'en commission, ils œuvrent à défendre l'idée d'une Europe des nations souveraines. Au fil des mois, se sont multipliés les succès concrets – des amendements des Patriotes adoptés en commission, maintenus dans le texte définitif, en dépit des manœuvres des groupes de gauche, par exemple – et symboliques. Malgré les oppositions, nous traçons notre route, accumulant de petites victoires, puisque les petits ruisseaux font les grandes rivières, comme l'affirme la sagesse populaire.

UN CORDON SANITAIRE QUI CRAQUE

Depuis de longues années, une politique dite du « cordon sanitaire » a été instituée, visant à exclure les Patriotes du processus démocratique européen. Le symbole le plus marquant de cet ostracisme ? Aucun des quatorze vice-présidents du Parlement européen, élus en juillet 2024, n'appartient à notre groupe, pourtant le troisième en nombre de l'institution. En raison d'accords souvent contre-nature, les possibilités d'action des Patriotes se voient ainsi amoindries. Grâce au travail sans relâche et à l'opiniâtreté de vos députés, la situation évolue néanmoins et l'observateur attentif voit certaines digues se craqueler et, parfois, céder.

Ainsi, en avril 2025, notre groupe a-t-il été à l'origine de la demande d'initier un débat sur la condamnation de l'écrivain Boualem Sansal, prisonnier politique du régime algérien, initiative simplement reprise, sous un autre titre, par le PPE, que nous avons en quelque sorte constraint à agir face à cette situation inacceptable. Ailleurs, ce sont des amendements qui ont été adoptés en plénière. Leur objet ? Protéger les Chrétiens d'Orient, exiger un financement pour renforcer l'étanchéité des frontières extérieures, exprimer la volonté claire de rompre avec la dérive technocratique de l'Union européenne, défendre la liberté d'expression, etc. Pensons aussi à un rapport sur l'avenir de la PAC (Politique agricole commune) après 2027 rédigé par Mathilde Androuët : cette véritable réponse au malaise agricole européen dégageant des priorités concrètes, dont le texte final doit beaucoup aux échanges constructifs menés avec le PPE, a été adopté, malgré les multiples pressions partisanes.

Que ce soit au niveau européen ou à l'échelon national, la stratégie du barrage est, on le voit, toujours en vigueur, mais elle est de plus en plus difficile à tenir. Quelques voies d'eau apparaissent, ici ou là, dans la structure, qui cédera, ce n'est qu'une question de temps et de travail.

DES VICTOIRES SIGNIFICATIVES :

- **DÉBAT SUR LE MERCOSUR :** Nous avons obtenu un débat après une pression constante, forçant même les Verts et la gauche à se joindre à nous. (Ajout à l'ordre du jour des sessions plénaires, obtenu en octobre 2024).
- **DÉBAT AVEC RÉSOLUTION SUR LE SECTEUR AUTOMOBILE :** Nous avons contraint le PPE à prendre position sur un plan d'action pour l'industrie automobile. (Débat obtenu en mars 2025, résolution adoptée en avril 2025).
- **RÈGLEMENT SUR LA DÉFORESTATION :** Obtention d'un délai supplémentaire d'un an pour les entreprises concernées, nos voix ayant été décisives sur les amendements du PPE. (Vote des amendements le 14/11/2024, vote final sur le règlement le 17/12/2024).
- **RÉSERVE AGRICOLE :** Obtention d'une augmentation du financement pour protéger les agriculteurs face aux crises (amendement adopté dans la résolution budgétaire générale du 23/10/2024).
- **BARRIÈRES PHYSIQUES AUX FRONTIÈRES :** Adoption d'un amendement exigeant un financement pour renforcer les infrastructures de protection des frontières extérieures (amendement adopté dans la résolution budgétaire générale du 23/10/2024).
- **RENFORCEMENT DE FRONTEX :** Augmentation du budget pour le recrutement d'officiers armés et l'amélioration des moyens de surveillance (amendement adopté dans la résolution budgétaire générale du 23/10/2024).
- **DIRECTIVE OMNIBUS :** Grâce au travail des Patriotes, les entreprises européennes échappent désormais à une surcharge normative et administrative (voir page suivante)
- **SUBSIDIARITÉ ET PROPORTIONNALITÉ :** rapport Patriotes adopté en séance plénière (27/11/2025) qui marque une avancée en disant, noir sur blanc, que la Commission européenne outrepasse trop souvent ses compétences et intervient dans des domaines qui devraient relever exclusivement des États membres.



VON DER LEYEN, L'IVRESSE DU POUVOIR

par Alexandre Varaut

En chef de guerre autoproclamée, la présidente de la Commission européenne multiplie les excès. Les Patriotes ripostent par une motion de censure pour rétablir la souveraineté des nations.

UNE INITIATIVE EXCEPTIONNELLE DES PATRIOTES

Le groupe des Patriotes a déposé, le 16 septembre, une motion de censure visant la Commission européenne. Une démarche rare, mais rendue nécessaire par la dérive autoritaire et idéologique d'une institution de moins en moins respectueuse des traités, des nations et des citoyens.

Depuis sa réélection, Ursula von der Leyen semble gagnée par l'ivresse des cimes : oubliant qu'elle ne tient son mandat que des États, elle se comporte tour à tour en chef de guerre au nom de l'Union ou en diplomate autopropagée, attisant les tensions au lieu de les apaiser.

LE DOGME VERT CONTRE LES PEUPLES

Sous couvert du « Green Deal », la Commission s'est livrée pieds et poings liés à l'idéologie écologiste la plus radicale. En prétendant sauver la planète, elle met à genoux l'économie européenne et sacrifie le pouvoir d'achat des citoyens.

Détruire le nucléaire – seule énergie propre, constante et bon marché – tout en subventionnant les éoliennes géantes qui défigurent nos paysages : voilà le grand œuvre de ces nouveaux "Khmers verts". Pour Bruxelles, ces évidences n'ont pas droit de cité, car elles contredisent son dogme.

MERCOSUR : LE COUP DE GRÂCE POUR L'AGRICULTURE EUROPÉENNE

Comme si cela ne suffisait pas, la Commission a signé, sans l'accord des États ni du Parlement, le traité de libre-échange avec l'Amérique latine, dit Mercosur. Ce texte permettra l'importation de produits agricoles fabriqués avec des substances interdites en Europe, à des prix imbattables obtenus grâce à une main-d'œuvre exploitée.

L'agriculture française, déjà fragilisée par l'érosion de la PAC, risque d'en être la première victime. Le Mercosur l'achèvera, et l'Ukraine n'aura plus qu'à piétiner son cadavre.

RAMENER BRUXELLES À SON RÔLE LÉGITIME

Pour les Patriotes, cette motion de censure n'est pas une fin en soi, mais un signal clair : la Commission doit être rappelée à sa fonction d'administration centrale de l'Union, sans pouvoir politique propre. Elle n'a pas vocation à gouverner, mais à exécuter ce que les États souverains décident ensemble.

Ce combat pour une Europe respectueuse des nations et des peuples est aujourd'hui partagé par de nombreux Européens. À Bruxelles, le système vacille : ses convulsions ne sont que les prémisses d'une inexorable agonie.

PARTOUT EN EUROPE, LES PEUPLES ASPIRENT À UNE AUTRE POLITIQUE

ILS SONT AU GOUVERNEMENT

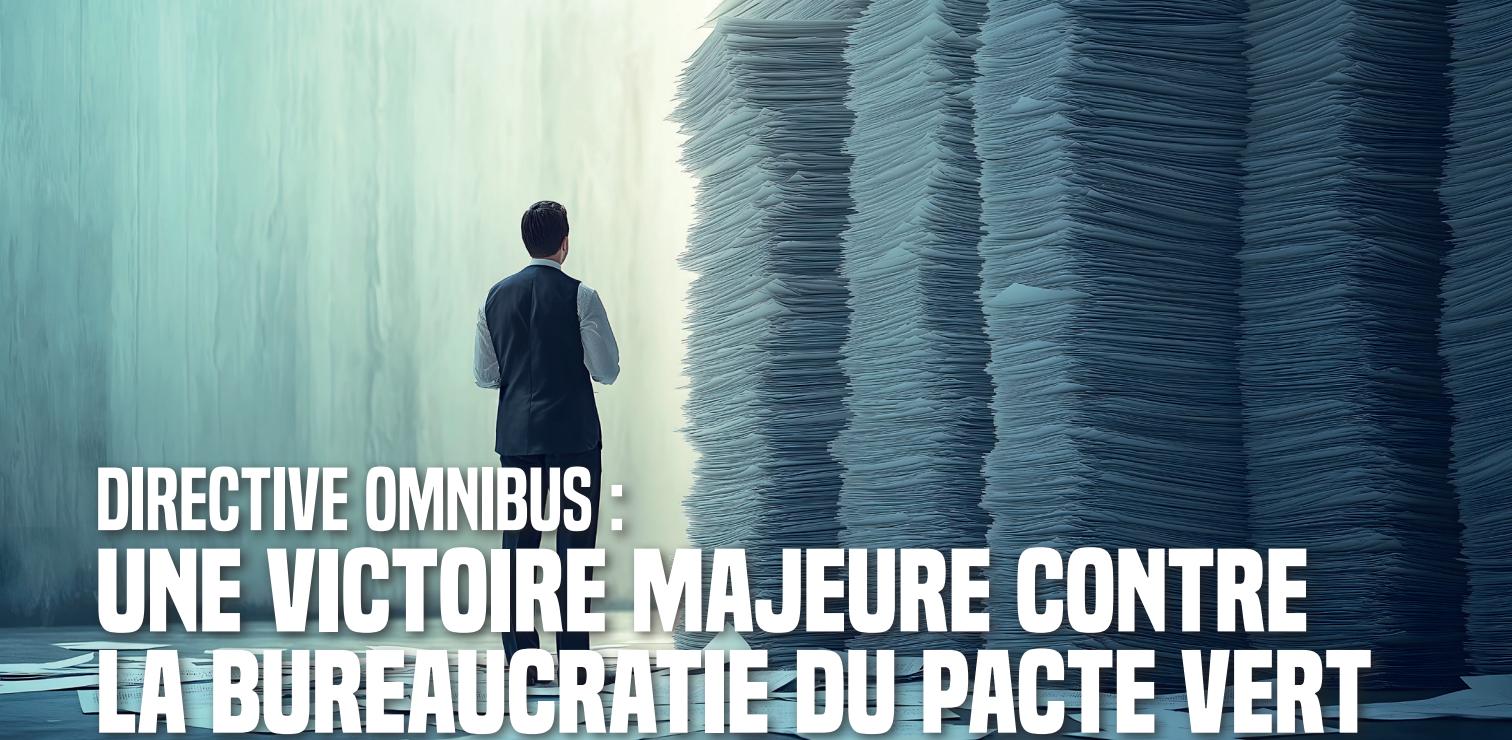
1. Hongrie : Viktor Orbán, Fidesz (Patriotes)
2. Italie : Georgia Meloni, coalition Fratelli d'Italia (ECR) et Lega (Patriotes)
3. Finlande : Finns Party (ECR), coalition gouvernementale
4. Slovaquie : Slovak National Party (SNS), coalition dans le gouvernement de Robert Fico
5. Pays-Bas : suite aux élections de mai 2024, le PVV de Gert Wilders (Patriotes) forme une coalition gouvernementale qu'il quittera en 2025 pour un désaccord sur des propositions strictes en matière d'immigration.
6. Pologne : Karol Nawrocki, soutenu par le PIS (ECR) a été élu président en juin 2025
7. République Tchèque : Andrej Babiš, du parti ANO (Patriotes), est nommé Premier ministre après sa victoire lors des élections législatives de décembre 2025.

LES PATRIOTES POUR L'EUROPE PROGRESSENT

1. FPÖ (Autriche) : 57 sièges obtenus lors des élections législatives de 2024
2. Chega (Portugal) : 60 sièges obtenus lors des élections législatives de 2025, devient la 1^{ère} force d'opposition
3. Rassemblement National (France) : 143 sièges lors des législatives de 2024, confirme sa position de 1^{er} parti de France et devient le 1^{er} groupe politique à l'Assemblée nationale.

UNE POUSSÉE EUROPÉENNE

1. L'AfD en Allemagne a obtenu lors des derniers scrutins et malgré un contexte politique compliqué d'excellents résultats : 14,5 % lors des élections municipales en Rhénanie du Nord Westphalie et 20,8 % lors des élections fédérales de 2025, son meilleur score !
2. En Roumanie, contre tous y compris les dirigeants européens, George Simion (AUR) a réalisé un magnifique résultat avec 46,1 % au second tour de l'élection présidentielle.



DIRECTIVE OMNIBUS : UNE VICTOIRE MAJEURE CONTRE LA BUREAUCRATIE DU PACTE VERT

Jeudi 13 novembre 2025, le Parlement européen a adopté la directive Omnibus, marquant un recul majeur du Pacte vert et une avancée décisive pour les entreprises européennes. Grâce au travail du groupe Patriotes pour l'Europe, une majorité de droite s'est formée pour alléger profondément la CSRD et la CS3D, ces normes qui menaçaient la compétitivité industrielle.

UN VOTE DÉCISIF QUI MET FIN À L'« ENFER NORMATIF »

Le Parlement européen s'est prononcé sur la simplification du devoir de vigilance (CS3D) et des normes de reporting environnemental (CSRD). Ces dispositifs auraient contraint les entreprises à produire des rapports extrêmement complexes détaillant leurs impacts sociaux et environnementaux, ainsi que ceux de tous leurs sous-traitants.

Pour les Patriotes pour l'Europe, ces obligations auraient constitué un « enfer normatif » appelant à une surveillance constante, des coûts d'application massifs et une culpabilisation permanente des dirigeants d'entreprise.

« SOUS LA PRESSION DU GROUPE PATRIOTES, NOUS AVONS FAIT PLIER URSULA VON DER LEYEN ET LIBÉRÉ LA MAJORITÉ DES ENTREPRISES DE CONTRAINTES HORS SOL »

Jordan Bardella

LE RN FAIT PLIER LA COMMISSION

Le vote du 13 novembre consacre la ligne défendue depuis le début par Jordan Bardella et le groupe des Patriotes : obtenir la plus grande simplification possible afin de libérer les acteurs économiques.

Comme l'a résumé Jordan Bardella :

« Sous la pression du groupe du RN, nous avons fait plier Ursula von der Leyen et libéré la majorité des entreprises de contraintes hors sol et nuisibles pour leur compétitivité. »

Malgré les manœuvres du PPE, des macronistes et des socialistes pour sauver le Pacte vert et maintenir sa logique

punitive, une majorité de droite s'est finalement constituée autour des propositions du Rassemblement national.

« UNE VICTOIRE HISTORIQUE » POUR L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

Rapportrice pour le groupe Patriotes pour l'Europe, Pascale Piera a porté ce dossier pendant des mois. Lors de sa conférence de presse, elle a salué un vote qui « redonne de l'air » aux entreprises étouffées par la bureaucratie bruxelloise :

« Ce vote est une victoire historique pour l'économie européenne qui va donner un peu d'air aux entreprises étouffées par les normes délirantes du Pacte vert. »

UNE BATAILLE MENÉE DEPUIS 2024

Dès la campagne des européennes, Jordan Bardella alertait sur les dérives du Pacte vert. En janvier 2025, face à l'effondrement industriel du continent, il réclamait officiellement sa suspension. Il aura fallu un an de travail législatif, de négociations et de pressions politiques pour que le Parlement se range enfin derrière une vision plus rationnelle : protéger la compétitivité plutôt que sacrifier l'économie à une idéologie décroissante.

UNE EUROPE QUI RESPIRE — ENFIN

Avec ce vote, une large partie des entreprises européennes échappe désormais à des normes qui auraient coûté plusieurs milliards d'euros et accéléré les délocalisations. La directive Omnibus devient ainsi l'un des premiers textes majeurs à corriger les excès du Pacte vert.

Les Patriotes pour l'Europe entendent poursuivre sur cette voie : une Europe du travail, de la production et de la compétitivité — pas une Europe de la paperasse.

SIMPLIFICATION DES ENTREPRISES : CE QUI ÉTAIT EN VIGUEUR

OBTENU PAR LE RN

REPORTING ENVIRONNEMENTAL (CSRD) SEUIL DES ENTREPRISES CONCERNÉES

250 salariés avec un chiffre d'affaires net supérieur à 50 millions d'€
► 50 000 entreprises concernées

1 750 salariés avec un chiffre d'affaires net supérieur à 450 millions d'€
► 90% des entreprises préalablement concernées exemptées

DEVOIR DE VIGILANCE (CSDDD) SEUIL DES ENTREPRISES CONCERNÉES

1 000 salariés avec un chiffre d'affaires net supérieur à 450 millions d'€

5 000 salariés avec un chiffre d'affaires net supérieur à 1,5 milliards d'€

DEVOIR DE VIGILANCE (CSDDD)

Identifier et résoudre les risques environnementaux et sociaux sur toute la chaîne de valeur, y compris les sous-traitants

Imposer aux entreprises de modifier leurs pratiques environnementales. Établir un rapport annuel d'évaluation sous peine de sanctions financières

Rupture obligatoire des relations avec une entreprise à risque

Régime de sanctions européen, amendes financières pouvant atteindre 5 % du CA mondial

Identifier et résoudre les risques environnementaux en interne et chez les partenaires commerciaux directs

Suppression du plan de transition climatique

Suspension facultative des relations avec une entreprise à risque

Sanctions librement fixées par les États membres, suppression du seuil de 5 % du CA mondial

« CE VOTE EST UNE VICTOIRE HISTORIQUE POUR L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE QUI VA DONNER UN PEU D'AIR AUX ENTREPRISES ÉTOUFFÉES PAR LES NORMES DÉLIRANTES DU PACTE VERT ! »

Pascale Piera, membre de la commission des Affaires juridiques au Parlement européen, responsable pour le groupe des Patriotes du dossier sur la directive Omnibus ►



OBJECTIF CLIMATIQUE 2040 : BRUXELLES PERSISTE DANS L'IDÉOLOGIE VERTE AU DÉTRIMENT DE L'INDUSTRIE EUROPÉENNE

Le 2 juillet 2025, la Commission européenne a présenté un nouvel objectif climatique : réduire de 90 % les émissions de CO₂ d'ici 2040. Pour les Patriotes, ce cap irréaliste prolonge les dérives du Pacte vert et menace directement l'emploi, la compétitivité et la souveraineté énergétique du continent.

La Commission européenne veut frapper un grand coup symbolique : atteindre une réduction de 90 % des émissions de CO₂ d'ici à 2040. Une annonce qui s'inscrit dans la continuité du Pacte vert, au nom de la "neutralité climatique". Mais derrière les slogans vertueux, les députés Patriotes pour l'Europe voient une fuite en avant idéologique qui fragilise nos entreprises et nos travailleurs.

Chaque objectif climatique de ce type s'est accompagné, rappellent-ils, de mesures punitives : extension du marché carbone aux ménages, interdiction des moteurs thermiques, hausse du prix de l'énergie, multiplication des contraintes administratives. Fixer un cap aussi radical reviendrait, selon eux, à rejouer le même scénario — avec plus de faillites, plus de chômage et moins de souveraineté.

Pendant que l'Union européenne s'impose ces contraintes, ses principaux concurrents — États-Unis, Chine, Inde — ne se fixent aucun objectif comparable.

Résultat : une désindustrialisation accélérée, des délocalisations massives et une dépendance énergétique toujours plus forte. Les Patriotes pour l'Europe dénoncent une politique climatique déconnectée du réel : "L'Union ne représente que 7 % des émissions mondiales. Sacrifier notre compétitivité ne sauvera pas le climat, mais condamnera notre économie." Pour eux, l'écologie doit redevenir un levier de souveraineté, d'innovation et d'équilibre, et non un outil de culpabilisation collective.

La délégation française du groupe a voté contre ce texte. Elle défend une autre voie : celle de la raison et du bon sens. "La vraie responsabilité, c'est de protéger nos industries, garantir notre sécurité énergétique et défendre nos intérêts européens", affirment les députés Patriotes.



BUDGET 2026 DE L'UE : PLUS DE DÉPENSES INUTILES, MOINS DE RESPECT POUR LES CITOYENS

par Julien Sanchez

Chaque année, l'Union européenne adopte son budget à l'issue d'un long bras de fer entre Commission, Conseil et Parlement. Pour 2026, la Commission a proposé plus de 193 milliards d'euros de dépenses.

Derrière ces chiffres impressionnantes se cache une vérité simple : Bruxelles dépense toujours plus, mais sans répondre aux attentes des Européens.

DES MILLIARDS POUR L'IDÉOLOGIE, DES MIETTES POUR L'ESSENTIEL

Ainsi, plus de 15 milliards d'euros sont fléchés vers la « cohésion, la résilience et les valeurs », des programmes abstraits et éloignés des priorités concrètes. Pire encore, près de 57 milliards sont consacrés aux politiques dites « vertes », comme le programme LIFE, dont l'efficacité reste largement contestée.

L'ABANDON DE L'AGRICULTURE

Dans le même temps, l'agriculture, pilier de notre souveraineté alimentaire, plafonne à 40 milliards, un montant bien insuffisant pour des agriculteurs étranglés par les charges et la concurrence étrangère. Quant à la protection des frontières, elle n'obtient que 5 milliards, soit trois fois moins que la ligne « valeurs et résilience ». La sécurité comme la souveraineté ne sont pas, on le sait, la priorité de la Commission.

UN BUDGET HORS-SOL, PAYÉ PAR LES CONTRIBUABLES

Les citoyens subissent l'inflation, les impôts et la baisse du pouvoir d'achat. Pourtant, l'UE continue de privilégier des dépenses idéologiques, au lieu de concentrer ses moyens sur la sécurité,

la lutte contre l'immigration massive ou le soutien au monde agricole.

Qu'il s'agisse de la proposition inflationniste de la Commission ou des ajustements timides du Conseil, le constat reste le même : un budget déconnecté des urgences vitales.

RÉORIENTER LES PRIORITÉS

Face à cette dérive, les élus Patriotes pour l'Europe ont déposé, comme chaque année, de nombreux amendements pour réorienter ces milliards. Objectif : soutenir nos agriculteurs, protéger nos frontières et stopper les dépenses absurdes qui sacrifient les peuples au profit d'une technocratie bruxelloise.

Car derrière chaque ligne budgétaire se joue une question simple : l'argent des Européens doit-il servir leurs priorités, ou continuer à alimenter des projets déconnectés et inefficaces ?

EURO NUMÉRIQUE : SOLUTION D'AVENIR OU ERREUR STRATÉGIQUE ?

par Pierre Pimpie

La Banque centrale européenne prépare l'arrivée de l'euro numérique. Ce n'est pas une crypto monnaie, ce n'est pas un nouvel actif, seulement un double numérique de ce que nous connaissons déjà. Utilisable via un portefeuille électronique, pour payer en magasin ou entre particuliers. L'objectif affiché : réduire notre dépendance à Visa, Mastercard ou PayPal.

Néanmoins, cet outil présente de nombreux risques pour l'écosystème financier européen. La Banque de France estime que l'euro numérique, ne comptant pas au titre des réserves des banques commerciales, pourrait amputer de 10 à 15% leur capacité de prêt. En cas de crise ou de perte de confiance, notre capacité à réagir serait également impactée. Une fuite des dépôts accélérée pourrait survenir et grandement réduire la liquidité des banques commerciales et le financement de l'économie via le crédit, au profit de la BCE, sans parler des risques de surveillance liés à ce projet.

La pertinence de cet outil est d'autant plus questionnable avec des solutions comme Wero ou EuroPA permettant des paiements instantanés partout en Europe. Ces initiatives des banques privées renforcent la souveraineté européenne, sans bureaucratie supplémentaire. Oui, nous devons réduire notre dépendance aux plateformes américaines, mais la réponse n'est pas un euro numérique centralisé, avec tous les risques qu'il comporte. La réponse, c'est de soutenir nos banques, nos entreprises et les solutions déjà existantes.

PERMIS DE CONDUIRE : BRUXELLES ADOpte LA CENTRALISATION DES SANCTIONS, LES PATRIOTES POUR L'EUROPE DÉNONCENT UNE DÉRIVE FÉDÉRALISTE

Le Parlement européen a adopté la réforme du permis de conduire et la reconnaissance automatique des retraits de permis à l'échelle de l'Union. Pour les députés Patriotes pour l'Europe, cette mesure porte un coup direct à la souveraineté des États et à la liberté des conducteurs.

Sous couvert de "sécurité routière", Bruxelles vient d'approuver une réforme majeure : désormais, lorsqu'un conducteur perd son permis dans un pays de l'Union, cette sanction sera reconnue dans tous les autres. En pratique, une infraction commise à l'étranger pourra donc priver un automobiliste français de son droit de conduire, même si cette infraction n'est pas réprimée de la même façon par notre droit national.

Officiellement, la mesure s'inscrit dans le programme Vision Zéro, qui ambitionne d'éliminer les morts sur les routes d'ici 2050. Mais pour les Patriotes pour l'Europe, cet objectif sert de prétexte à une nouvelle étape de la centralisation européenne. « Le permis de conduire est un titre national, délivré par les États. En transférant ce pouvoir à Bruxelles, on nie la souveraineté juridique et les différences de culture du droit entre nations », dénoncent les députés du groupe.

Cette réforme crée, selon eux, une insécurité juridique sans précédent : ce qui est sanctionné dans un État pourrait l'être différemment dans un autre. En rendant automatiques les décisions de retrait de permis, l'Union européenne impose une

justice uniforme et ouvre la porte à des abus, notamment dans les pays où les contrôles routiers sont plus arbitraires.

En parallèle, la Commission poursuit la mise en place d'un permis de conduire numérique européen, intégré à un "portefeuille électronique" commun. Ce dispositif, prévu d'ici 2030, inclura de nouvelles obligations médicales, notamment pour les jeunes et les seniors, et limitera la durée de validité du permis à 10 ou 15 ans. Pour les Patriotes, c'est une dérive vers un système de contrôle permanent des automobilistes.

Les députés du Rassemblement National, membres du groupe Patriotes pour l'Europe, ont voté contre cette réforme et dénoncent une atteinte directe à la liberté de circuler. « Oui à la coopération pour la sécurité routière, non à la mise sous tutelle des conducteurs par Bruxelles ».



DÉFENSE : BRUXELLES, FAUSSE COLOMBE ET VRAI FAUCON

par Philippe Olivier

Si l'UE s'est bâtie sur la promesse de paix, elle orchestre, pas à pas, la militarisation du continent. Sous couvert du conflit en Ukraine, Ursula von der Leyen pousse à marche forcée la création d'une « Europe de la Défense », le voile rhétorique derrière lequel se profile une véritable armée européenne et, en réalité, la préparation d'une guerre en Europe.

L'AUTOROUTE DE LA GUERRE

Depuis 2022, le drame ukrainien sert de prétexte à Bruxelles pour justifier une fuite en avant belliciste. La « mobilité militaire », c'est-à-dire la capacité de faire circuler rapidement et sans obstacle vers l'est des troupes, véhicules et matériels militaires à travers les pays, est omniprésente dans les débats et textes parlementaires. Alors que ce programme avait déjà reçu 1,7 milliard d'euros pour la période 2021-2027, l'UE demande désormais une rallonge colossale de 17 milliards pour la période suivante - avec le soutien zélé des eurodéputés socialistes et macronistes, notamment français !

VERS UN « SCHENGEN MILITAIRE »

Sous couvert d'« efficacité logistique », l'UE veut en réalité instaurer un « Schengen militaire » - le nom est même cité. Ponts, ports, tunnels, réseaux ferrés... tout doit être adapté aux convois blindés. L'objectif est clair : passer de plusieurs jours à quelques heures pour déployer troupes et chars à travers l'Europe - et ce, sans même demander à terme l'aval des États membres. Plusieurs corridors et hubs de concentration des forces sont d'ailleurs déjà planifiés. Nos peuples ont-ils été consultés ? Sont-ils seulement conscients des objectifs de cet empire qui n'avoue pas ses projets ?

UNE FUITE EN AVANT BELLICISTE

Cette accélération n'est pas anodine. Derrière les discours sur la « paix », c'est bien une architecture militaire lourde qui se met en place. L'Ukraine, pourtant pays non membre de l'Union européenne, y est explicitement intégrée. Ursula von der Leyen rêve ainsi de disposer d'une force européenne sous son commandement, échappant au contrôle démocratique des États-membres. Ce bellicisme assumé détourne déjà des dizaines de milliards d'euros des besoins des peuples européens - sécurité intérieure, services publics, pouvoir d'achat - pour bâtir une machine militaire hors de portée des citoyens. Il est urgent de résister.

POLITIQUE DE COHÉSION : UN MODÈLE À BOUT DE SOUFFLE FACE AUX DÉFIS LOCAUX

par Rody Tolassy

Née avec les fondations mêmes de l'Union, la politique de cohésion incarne l'ambition la plus noble du projet européen : réduire les fractures territoriales pour construire un avenir commun. Qu'il s'agisse d'accompagner la reconversion d'une ville minière de la Ruhr, de déployer la fibre en Bretagne ou d'installer une IRM en Guadeloupe, ces fonds donnent chair à l'Europe, loin des discours technocratiques.

UNE POLITIQUE AUX MOYENS CONSIDÉRABLES

Dotée de 379 milliards d'euros pour la période 2021-2027, soit un tiers du budget de l'Union, elle irrigue nos territoires. Elle se compose de quatre grands fonds dont : le Fonds européen de développement régional (FEDER), doté de 226 milliards d'euros pour soutenir la recherche, le numérique, les PME et l'environnement, et le Fonds social européen + (FSE+), qui mobilise 88 milliards d'euros pour l'emploi, la formation et l'inclusion sociale.

DES INÉGALITÉS PERSISTANTES DANS L'ACCÈS AUX FONDS

Mais cette promesse se heurte à plusieurs injustices. Les Régions ultrapériphériques françaises, malgré leurs fragilités structurelles, ne perçoivent pas le Fonds de cohésion, car l'éligibilité est calculée sur le PIB national français et non sur leur PIB régional. De plus, la cohésion de diversification n'est pas pensée pour ces territoires, pourtant marqués par l'insularité, l'éloignement, des économies peu diversifiées et une vulnérabilité accrue aux chocs extérieurs.

UNE COHÉSION À REINVENTER POUR LES TERRITOIRES ULTRAMARINS

L'objectif doit donc être clair : diversifier et adapter la politique de cohésion. Elle ne peut rester centrée sur une vision uniforme ; elle doit intégrer les réalités et singularités de chaque territoire, notamment ultramarin, afin de réduire durablement les inégalités. Cela suppose aussi une véritable adaptation des normes européennes, car les appliquer sans tenir compte des spécificités locales aboutit trop souvent à des contraintes disproportionnées qui freinent l'innovation et le développement.

VERS UN HAUT-COMMISSARIAT EUROPÉEN POUR L'OUTRE-MER

La création d'un Haut-Commissariat européen pour l'Outre-mer, centré sur l'eau, l'économie bleue, l'aménagement du territoire, la coopération régionale et l'adaptation des normes, constituerait un instrument décisif pour ajuster la cohésion à ces réalités. Investir dans l'Outre-mer, c'est investir dans l'avenir de l'Europe, là où se joue sa promesse initiale : unir les peuples et les territoires dans leur diversité.

MARCHÉ DU CARBONE : PRÉPAREZ-VOUS À DES AUGMENTATIONS DE PRIX

par Marie-Luce Brasier-Clain

Le marché du carbone de l'Union européenne (EU ETS – Emissions Trading System) est un mécanisme de régulation économique mis en place en 2005 pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des secteurs les plus polluants.



UN NOUVEAU MARCHÉ DU CARBONE EUROPÉEN

À partir de 2028, la facture énergétique des ménages va bondir de plusieurs dizaines d'euros par mois. En cause : la création d'un nouveau marché européen du carbone, baptisé ETS2 par Bruxelles.

Ce système, déjà appliqué à l'industrie, sera étendu au transport routier et au bâtiment. Les fournisseurs de carburant et de gaz devront acheter des quotas d'émission de CO₂ selon le principe du « pollueur-payeur ». En réalité, ce surcoût sera reporté sur les consommateurs, notamment les ménages.

UNE TAXE CARBONE DÉGUISÉE

Le mécanisme vise à instaurer un signal prix : plus le quota est cher, plus il devient rentable d'investir dans des technologies propres plutôt que de payer pour polluer. Le plafond global des émissions sera réduit chaque année, raréfiant les quotas et tirant les prix vers le haut.

Autrement dit, une taxe carbone déguisée, décidée à Bruxelles, qui alourdira les dépenses d'énergie.

UN COÛT SOCIAL EXPLOSIF

En France, la Direction du Trésor et la Cour des comptes prévoient une hausse moyenne de 250 € par an dès 2028, puis bien davantage au fil du temps. Le fonds social pour le climat, censé

compenser ces hausses, est jugé symbolique : peu doté et centralisé à Bruxelles.

Les plus touchés seront les travailleurs dépendants de leur voiture et les ménages se chauffant au gaz ou au fioul.

FRONDE EUROPÉENNE ET INQUIÉTUDES POLITIQUES

Plusieurs États membres, dont la France, ont exprimé leurs doutes. Le Premier ministre polonais Donald Tusk a même averti que « les prix élevés de l'énergie peuvent anéantir de nombreux gouvernements démocratiques ».

Le texte aurait dû être transposé en juin 2024, mais les réticences s'accumulent. Car derrière les bonnes intentions climatiques, c'est une hausse massive du coût de la vie et une nouvelle perte de souveraineté énergétique qui se profilent.

EN PRATIQUE :

- L'UE fixe un plafond global d'émissions autorisées pour certaines industries (énergie, sidérurgie, ciment, aviation intra-UE, etc.).
- Ce plafond est converti en quotas d'émission (ou "droits à polluer") que les entreprises reçoivent ou achètent aux enchères.
- Chaque quota permet d'émettre une tonne de CO₂ (ou équivalent).
- Les entreprises qui polluent moins que leur quota peuvent revendre leurs excédents ; celles qui dépassent doivent acheter des quotas supplémentaires.

LES PATRIOTES SUR LES PAS DU SOLDAT DE VERDUN.

Tous les soldats français s'y étaient donnés rendez-vous en cette année 1916, pour faire face au formidable assaut allemand lancé le 21 février. Assaut qui devait faire plier la France et sacrifier la victoire du pangermanisme.

La terre de Verdun porte encore aujourd'hui les stigmates de ce combat héroïque gagné par le soldat français au prix de souffrances, de sacrifices qui ne cessent aujourd'hui d'étonner.

Afin de rendre hommage à ceux qui ont tout donné pour défendre leur terre, leur champ, leur clocher, leur patrie, la délégation française du groupe des Patriotes a organisé cet été deux événements importants.

À Strasbourg pendant plus d'une heure et demie, une conférence s'appuyant sur des documents d'époque plongea l'assistance dans la fournaise de boue, de feu et de fer qui dura 300 jours et 300 nuits. Les cris, les pas, le souffle du soldat français qui avait fait le serment « qu'ils ne passeraient pas » firent vibrer les murs de la salle où avaient pris place de nombreux députés et personnels de la délégation française des Patriotes.

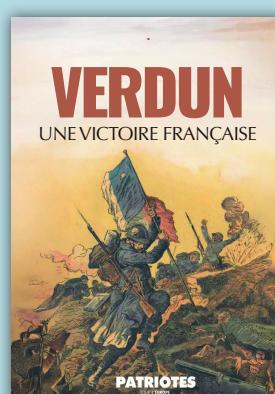
Quelques jours plus tard, plusieurs députés européens du RN accompagnés de leurs assistants se rendirent sur le champ de bataille de Verdun : ossuaire de Douaumont, villages détruits, abri des quatre cheminées, fort de Douaumont...

Les vestiges de la formidable bataille impressionnent toujours le visiteur, le pèlerin venu se recueillir sur cette terre sacrée qui a contribué à forger l'âme de la France.

Il faut aller à Verdun, il ne faut jamais oublier Verdun. Verdun nous rappelle que la liberté, l'honneur, la France elle-même ne tiennent parfois qu'à une ligne tenue coûte que coûte.

Sur l'un des monuments les plus emblématiques de l'ancien champ de bataille est gravé dans la pierre cinq mots, comme un cri venu du fond des tranchées : « Ils n'ont pas passé ». C'est un acte de foi, une dette, une mémoire vivante.

À nous de la porter en France et en Europe.



Une brochure de 56 pages très illustrée, intitulée « Verdun, une victoire française », a été rédigée par Philippe Olivier et Gilles Pennelle, députés européens. Elle est disponible numériquement sur simple demande par mail : gilles.pennelle@europarl.europa.eu ►

VOS DÉPUTÉS SUR LE TERRAIN

En France, à l'international, au Parlement européen, au plus proche de vous, les députés Rassemblement National du groupe Patriotes pour l'Europe sont sur le terrain !





Severine Werbrouck était présente à La Rochelle aux Assises de l'Économie de la Mer pour rencontrer les acteurs de ce secteur stratégique pour notre pays.



Marie-Luce Brasier-Clain, Catherine Griset et Julièn Sanchez ont fait un déplacement à La Réunion sur le thème de la sécurité. Ici avec la brigade des douanes.



Gilles Pennelle, membre de la commission Agriculture au Parlement européen, est allé à la rencontre des agriculteurs venus manifester, à Strasbourg, contre les politiques néfastes de la Commission européenne.



Pierre-Romain Thionnet et Fabrice Leggeri à la frontière orientale polonaise pour exhorter la Commission européenne à ne plus refuser de financer directement des infrastructures de protection des frontières.



Mathilde Androuët, Anne-Sophie Frigout et Mélanie Disdier lors d'une visite d'une exploitation de betteraves sucrières qui subit de plein fouet les délires écolos. Interdire des produits phytosanitaires sans rien proposer en remplacement compromet terriblement leur survie.



Julien Leonardelli, membre de la commission des Transports au Parlement européen, s'est rendu au salon auto-moto et mobilités d'Aussonne (Haute-Garonne). La voiture c'est la liberté !



ALEKSANDAR NIKOLIC
L'UNION EUROPÉENNE
fragilise le sport depuis 30 ans

Depuis trois décennies, l'Union européenne instrumentalise son droit pour imposer la marchandisation du sport. Chaque réforme a éloigné nos compétitions de leur identité au profit d'une logique de dérégulation et de financiarisation qui affaiblit clubs et fédérations.

Tout a commencé en 1995 avec larrêt Bosman. La Cour de justice a interdit aux fédérations d'imposer des quotas de nationalité pour les joueurs européens et supprimé les indemnités de transfert en fin de contrat. Résultat : la concurrence entre clubs se joue uniquement sur largent. Les clubs formateurs ont perdu la main, agents et fonds d'investissement ont pris le pouvoir, et lidentité locale des équipes sest effacée.

Les accords de Cotonou en 2000 ont aggravé ce déséquilibre. Ils ont accordé aux sportifs d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique les mêmes droits que les Européens. Les

fédérations ont ainsi perdu un outil essentiel pour protéger leurs championnats. Conséquence : larrivée massive de joueurs étrangers, sans être comptabilisés comme tels. Les clubs soutenus par de riches investisseurs étrangers en profitent, tandis que les plus modestes ne suivent plus. Exit la formation et le mérite, place au grand mercato. Le résultat est sans appel : depuis 1996, trois clubs ont totalisé à eux seuls 54% des victoires en Ligue des Champions (le Real Madrid, le Barça et le Bayern).

La dérive ne touche pas que le recrutement. En 2017, la Commission européenne a sanctionné la fédération internationale de patinage (ISU), qui interdisait à ses athlètes de participer

à des compétitions non reconnues. Le Tribunal de lUE puis la CJUE en 2022 ont confirmé : ces règles violent le droit de la concurrence. En 2023, la Cour a appliqué la même logique à lUEFA et à la FIFA : une Super League privée ne peut plus être bloquée par les instances fédérales.

Concrètement, demain un « Tour du Bahreïn » pourrait concurrencer le Tour de France avec des primes plus élevées. De même, un tournoi qatari de tennis financé par de gros investisseurs étrangers pourrait attirer les meilleurs joueurs et rendre Roland-Garros secondaire. Les fédérations, garantes de la cohérence et de la redistribution, seraient impuissantes. On prépare ainsi un sport à deux vitesses : d'un côté des circuits privés réservés aux plus riches, de l'autre des compétitions officielles affaiblies et désertées. Deux vitesses, mais une victime : le sport. ■



MÉLANIE DISDIER LA BETTERAVE

symbole de la souveraineté française

Sous l'Empereur Napoléon, dans sa vision d'indépendance, elle devint un pilier de notre souveraineté alimentaire. En 1806, le blocus continental priva la France du sucre colonial importé des Antilles. Pour briser cette dépendance, Napoléon fit le pari audacieux de la betterave sucrière, plante modeste mais robuste. Grâce à ce choix stratégique, naquit une industrie sucrière française, autonome et libérée de l'emprise étrangère. Cet épisode illustre combien notre agriculture peut être un outil de liberté nationale.

Depuis, la betterave incarne la résilience de nos agriculteurs et la richesse de nos terroirs. De ses champs proviennent des produits essentiels : le sucre bien sûr, mais aussi, grâce à sa transformation, l'alcool, l'éthanol pour nos carburants et des sous-produits pour l'alimentation animale. Chaque hectare cultivé est une garantie d'autonomie alimentaire et énergétique pour la nation.

Aujourd'hui encore, près de 80 000 emplois directs et indirects dépendent de cette filière, depuis les cultivateurs jusqu'aux transporteurs. C'est tout un écosystème économique et social qui fait vivre nos campagnes et participe à la vitalité de nos campagnes.

Mais ce patrimoine est désormais fragilisé. L'Union européenne, dans son dogmatisme mondialiste, signe des funestes accords qui menacent notre agriculture. Le Mercosur ouvre

« IL EST TEMPS DE RENDRE HOMMAGE À UN TRÉSOR DE NOS TERRES : LA BETTERAVE. »

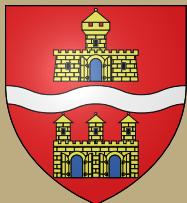
la voie à des importations massives de sucre et d'éthanol sud-américains, produits à bas coût, sans respecter les normes imposées à nos agriculteurs. Pire encore, les accords conclus avec l'Ukraine, sous couvert de solidarité,

permettent eux aussi l'arrivée sur nos marchés de produits agricoles à prix cassés. Cette concurrence déloyale met directement en péril nos betteraviers.

Ces choix de Bruxelles, dictés par une logique technocratique et des lobbies globalistes, affaiblissent nos filières. À l'inverse, nous devons défendre nos productions, protéger nos agriculteurs et refuser les traités de libre-échange qui les condamnent.

Car il n'y a pas de pays sans paysans. Sauvegarder la filière betteravière, c'est assurer l'avenir de notre agriculture, de notre souveraineté et de notre alimentation. Vous pouvez compter sur notre détermination à préserver et redonner toute sa puissance à l'agriculture Française. ■

Un week-end à...



Budapest, la perle du Danube

Capitale de la Hongrie, Budapest est riche d'une histoire millénaire : entre souvenirs grandioses de l'Empire austro-hongrois, échappées Art nouveau et vestiges de l'ère communiste, la cité vaut largement le déplacement !

Formellement, Budapest naquit en 1873, avec la fusion des deux rives du Danube (notamment reliées par le sublime « pont aux chaînes » de 1849) : Buda – alors capitale du pays –, Óbuda et Pest ne forment désormais plus qu'une ville.

D'un côté, des collines, de l'autre un espace urbain qui semble s'étendre à l'infini. L'histoire de cette cité d'environ 1,8 million d'habitants est cependant bien plus ancienne, puisqu'elle remonte aux Romains.

Du Mont Gellért – avec sa statue d'une femme tenant, au-dessus d'elle, une feuille de palmier pour commémorer la fin de la Deuxième guerre mondiale – à la très animée et commerçante rue Váci, en passant par la gare de



LES INDISPENSABLES

LE PARLEMENT

Alangué sur les bords du Danube, cet immense édifice néogothique de 268 mètres de long, avec son dôme haut de 96 mètres, a été construit par Imre Steindl. Achevé en 1904, il est inspiré du Palais de Westminster et fascine avec son incroyable hall central hexadécagonal (c'est-à-dire possédant seize côtés). Parmi les merveilles qui y sont exposées, citons la Couronne de Saint-Étienne (datant vraisemblablement du XIIe siècle). Symbole de la monarchie hongroise, elle fait référence au premier roi du pays.



LE QUARTIER DU CHÂTEAU DE BUDA

Avec ses demeures médiévales et ses édifices baroques, l'endroit – qui offre des vues imprenables sur toute la ville, notamment depuis le Bastion des pêcheurs – est parmi les plus typiques. Le fleuron en est le Palais de Budavár, château des rois de Hongrie qui abrite notamment le Musée historique dont la visite se révèle indispensable pour mieux comprendre le passé de la cité !



LA PLACE DES HÉROS

Immense esplanade posée à l'extrémité de l'avenue Andrassy, elle impressionne avec le Monument du Millénaire érigé en 1896 pour commémorer l'installation des Magyars dans la plaine de Hongrie. Incarnant l'âme de la nation, il est orné de quatorze statues de figures historiques majeures, à l'image d'Árpád, considéré comme le fondateur du pays, tandis qu'une colonne centrale est surmontée de l'Archange Gabriel tenant la Couronne de Saint-Étienne. À quelques encabures, se trouve le riche Musée des beaux-arts.



INSOLITE

Creusée dans la colline Gellért, l'église troglodyte de Budapest attire par son caractère atypique. Aménagée au début du XXe siècle, tour à tour monastère et hôpital, elle fut longtemps fermée sous le régime communiste. Rouverte au public, elle offre aujourd'hui aux visiteurs une plongée insolite dans l'histoire religieuse et politique de la capitale hongroise.



OÙ MANGER ?

S'il est possible de se restaurer sur le pouce au très impressionnant Marché central de Budapest (qui a ouvert ses portes en 1897), l'une des plus grandes halles couvertes d'Europe avec son toit aux tuiles polychromes, voici trois établissements « coup de cœur ».

GUNDEL

Institution fondée en 1894, l'endroit (où a été créée la légendaire « crêpe Gundel » où s'épanouissent des saveurs de noix) propose une cuisine hongroise raffinée, allant du poulet au paprika à la savoureuse soupe Palóc. www.gundel.hu

N28

Récompensée par un Bib Gourmand au Guide Michelin (distinction marquant un excellent rapport qualité/prix), cette adresse tenue par le chef Szabolcs Nagy permet de déguster une cuisine traditionnelle dans un cadre contemporain. Le plus ? Un incroyable choix de vins hongrois ! www.n28.hu

HUNGARIKUM BISZTRÓ

Authentique et sympathique, ce restaurant où l'on mange sans-façon sur des nappes à carreaux rouges et blancs propose une carte traditionnelle et familiale avec des portions généreuses. Alors, pourquoi se priver ? www.hungarikumbisztro.hu



OÙ SORTIR ?

LES « RUIN BARS »

Dans des immeubles décatis, tombés en déliquescence pendant la période communiste se sont installés des bars alternatifs « en ruine » - romkocsma en version originale - au début des années 2000. Ces espaces festifs sont devenus un des étendards de Budapest. Certains sont très célèbres, à l'image du Szimpla Kert, tandis que d'autres se cachent dans les endroits les plus insolites...

LES CAFÉS

Épicentre de la vie sociale et intellectuelle de la ville depuis le XIX^e siècle, de nombreux cafés ont conservé leur âme, comme le Centrál créé en 1887 (lieu idéal où déguster une aranygaluska, exquise pâtisserie), le New York datant de 1894, à l'élégance inouïe, ou encore le Hadik. Fondé en 1911, il fut l'épicentre de la vie de bohème à la hongroise, fréquenté par des écrivains comme Frigyes Karinthy, auteur de la théorie des « six degrés de séparation », affirmant que toute personne sur terre peut être reliée à n'importe quelle autre au travers d'une chaîne de relations comprenant au maximum six maillons.



LES BAINS

Impossible de visiter Budapest, irriguée par plus de 120 sources, sans faire l'expérience du thermalisme, une tradition depuis l'époque romaine ! Parmi les incontournables, les Thermes Széchenyi, véritable palais thermal néo-baroque de 1913, rassemblent une vingtaine de bassins - intérieurs et extérieurs -, une brassée de hammams et autres saunas. Plus vaste espace de ce type en Europe, l'endroit demeure exceptionnel, malgré une très forte fréquentation. Si le célèbre bain Gellért, avec ses charmes Art Nouveau, a fermé en octobre pour rénovation (réouverture prévue en 2028) tout comme l'ottoman Király (datant de 1565, il est malheureusement inaccessible depuis 2020), demeurent quelques pépites. Parmi elles, mentionnons les Thermes Szent Lukács, les plus anciens de la ville, puisqu'ils remontent au XI^e siècle : particulièrement connus pour leurs eaux bienfaisantes, ils sont sans doute les moins touristiques des établissements que compte Budapest.

Plus de renseignements sur www.spasbudapest.com

INTERVIEW



Kinga GÁL Vice-présidente du groupe Patriotes pour l'Europe

Membre du parti hongrois Fidesz, Kinga Gál est député au Parlement européen depuis 2004. Ici avec Jordan Bardella, président du groupe Patriotes pour l'Europe lors d'une conférence de presse à Strasbourg.

La formation du groupe des Patriotes a été un événement marquant au Parlement européen. Un an après, comment voyez-vous sa création et son travail ?

Il y a un an, les forces patriotiques se sont unies pour former le plus grand groupe de ce type au Parlement européen. Les élections ont envoyé un message clair : les citoyens veulent un changement. Ils ont rejeté le *status quo* bruxellois et l'élite déconnectée.

Dès le départ, nous nous sommes présentés comme la seule opposition réelle à la Commission européenne, qui a profité des crises pour renforcer la centralisation, au détriment de la souveraineté des États membres.

Nous défendons cette souveraineté, que les institutions doivent respecter. En un an, nous avons réussi à incarner une alternative patriotique crédible. Nous avons initié une commission d'enquête après les scandales de corruption à Bruxelles, présenté à Budapest une alternative aux politiques migratoires défaillantes, et réaffirmé à Athènes notre attachement aux libertés nationales.

Au Parlement, nous avons prouvé que seule l'union de la droite peut produire un réel changement. Ensemble, nous avons influencé des dossiers majeurs et inversé des votes. Hélas, le PPE préfère souvent s'allier à la gauche, trahissant ses électeurs.

Depuis notre lancement, notre groupe s'est renforcé, à Bruxelles comme dans les États membres, ce que confirment les élections récentes. Les attaques constantes de nos adversaires prouvent que nous sommes devenus incontournables. Mais pour un changement durable, il faudra aussi gagner au niveau national. Je suis optimiste, l'alternative patriotique progresse partout en Europe.

Quelles sont vos ambitions pour ce mandat et quelles questions souhaitez-vous privilégier au Parlement ?

Notre objectif est clair : changer l'Europe en renforçant les forces patriotiques. Trop longtemps, le Parlement a été dominé par la gauche et le PPE. Mais les citoyens réclament un tournant. Nous l'avons vu avec les tentatives de censure contre Ursula von der Leyen.

Nous nous concentrons sur les vraies préoccupations des citoyens, pas sur des programmes idéologiques. Nous luttons contre l'immigration illégale, refusons le pacte migratoire et nous opposons au Green Deal, qui a échoué. Nous défendons les agriculteurs, les entreprises, et voulons renforcer la compétitivité de l'Europe.

Quels sont les principaux enjeux politiques pour vous et le Fidesz en Hongrie à l'heure actuelle ?

En 2026, la Hongrie fera face à un choix crucial : continuer avec un gouvernement conservateur ou céder à une opposition mondialiste, soumise à Bruxelles.

Nous avons mis fin à l'immigration illégale, tenu la Hongrie à l'écart de la guerre en Ukraine et bloqué l'idéologie woke. Tous ces acquis seraient en danger si l'opposition accédait au pouvoir.

Nos réussites économiques sont aussi en jeu : protection des familles contre la hausse des prix de l'énergie, chômage au plus bas, taux d'emploi record. Nous avons mis en place le système d'aide aux familles le plus généreux d'Europe. Là où d'autres misent sur l'immigration pour répondre aux défis démographiques, nous soutenons les familles via des avantages fiscaux, aides au logement et soutiens financiers.

L'opposition, elle, suivrait Bruxelles, au lieu de défendre les intérêts des Hongrois. Nous ne laisserons pas cela arriver. ■

LE TOTALITARISME SANS LE GOULAG

OU COMMENT IMPOSER L'IDÉOLOGIE DIVERSITAIRE

par Gilles Pennelle

Sociologue, politologue, essayiste, Matthieu Bock-Côté est connu pour ses chroniques médiatiques où il analyse avec passion et talent les dérives actuelles des démocraties libérales. Son ouvrage, « Le totalitarisme sans le goulag », est un essai incisif, argumenté et très clair sur un sujet qui peut paraître éloigné des préoccupations quotidiennes des Français : « le retour de la tentation totalitaire ».

S'appuyant sur les travaux des historiens sur les totalitarismes du XXe siècle, Matthieu Bock-Côté démontre que le totalitarisme peut se déployer dans une société conservant la forme d'une démocratie.

Il a certes fondamentalement changé de forme. Il n'a pas besoin de s'appuyer sur la violence, la répression concentrationnaire, le parti unique et l'embrigadement de la jeunesse dans des organisations militarisées.

Ce « totalitarisme moderne » conserve cependant un point commun essentiel avec les dictatures du XXe siècle : le primat de l'idéologie, qu'il faut imposer coûte que coûte !

« Un régime diversitaire »

Matthieu Bock-Côté emploie l'expression « régime diversitaire » pour désigner l'idéologie dominante des sociétés occidentales actuelles, c'est-à-dire un système où l'idéologie de la diversité, de l'inclusion, du multiculturalisme et la sacralisation du « droit des minorités » devient une norme institutionnelle. Tous ceux qui s'en écartent ou la critiquent sont qualifiés d'extrême-droite. Cette notion est une étiquette volontairement floue qui sert donc à discréditer toute dissidence envers « l'idéologie diversitaire ».

Tout désaccord sur des sujets comme l'immigration, l'écologie, la théorie du genre est dénoncé comme extrémiste. Ce système permet la mise à l'écart des opposants par des moyens médiatiques, « éducatifs » et institutionnels. Il n'y a donc plus besoin de « goulag », de la terreur physique. La censure, la diabolisation, la stigmatisation, l'oscarisme permettent d'exclure tous ceux qui contestent la liturgie diversitaire. Le périmètre de la liberté d'expression ne cesse de se réduire.

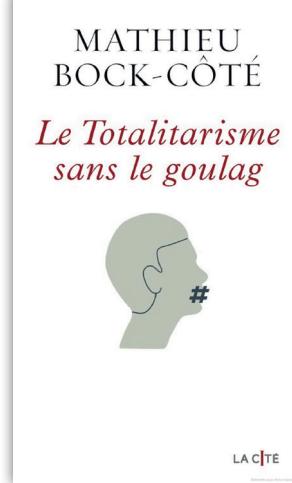
« Un camp de rééducation à ciel ouvert »

La société deviendrait, selon l'expression de Matthieu Bock-Côté, un « camp de rééducation à ciel ouvert ». Cependant, ce nouveau totalitarisme n'est pas le fait de groupuscules fanatiques. Les initiatives les plus liberticides proviennent du cœur institutionnel de nos sociétés et c'est l'un des points forts de l'analyse de l'auteur.

Ce système, comme une balle rebondissante, en vient à frapper tout le monde. Matthieu Bock-Côté cite l'exemple de Fabien Roussel, Secrétaire national du Parti communiste, qui, pour avoir vanté la gastronomie française, fut lui aussi assimilé à ... l'extrême-droite. La « police du langage » n'a pas de limites...

Dans les dernières pages de son livre, Matthieu Bock-Côté est cependant optimiste. « L'homme ordinaire, celui qui sait qu'un homme n'est pas une femme, qu'un pays qui change de population change d'identité, est le meilleur résistant à ce régime qui rend fou ! » C'est lui qui est en pointe pour tenir tête au « totalitarisme sans le goulag ».

Nous sommes bien évidemment à ses côtés. Pour faire triompher les libertés !



Le Totalitarisme sans le goulag

Mathieu Bock-Côté
(163 p. éd. LA CITÉ)

SITE DE DÉCRYPTAGE ET D'ACTION

DE VOS ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL
AU PARLEMENT EUROPÉEN



VU D'EUROPE
DÉCRYPTAGE



PATRIOTES
POUR L'EUROPE

PATRIOTES

POUR L'EUROPE



BUDAPEST LE MARCHÉ CENTRAL

Inauguré en 1897, le Grand Marché central de Budapest demeure l'un des édifices les plus emblématiques de la capitale hongroise. Sa façade néo-gothique et son toit en céramiques colorées signées Zsolnay en font un joyau architectural. Toujours animé, il conjugue patrimoine historique et effervescence quotidienne, entre étals de produits locaux, spécialités culinaires et artisanat.

L'EUROPE UNE CIVILISATION